

MAINTENANT OU...

Camarades pénitentiaires « N'oublions pas d'où l'on vient afin de savoir où l'on va »

Nos premières pensées vont bien évidemment vers nos 2 collègues Yannick et Olivier qui ont déjoué un attentat terroriste en échappant de peu à **LA MORT** !

Ne soyons pas amnésiques, combien faut-il encore d'événements dramatiques de ce genre avant que nous réagissions !

Comment oublier les attentats terroristes, les évasions à l'explosif, les prises d'otages à répétition, les blessures par balle lors de missions extérieures, les coups de couteaux ou d'armes artisanales perpétrés sur nos collègues sur l'ensemble du territoire, etc...

A ce rythme-là, si nous restons inertes et passifs, la mort de l'un des nôtres deviendra inévitable.

Alors aujourd'hui, 2 solutions s'offrent à nous :

- Soit nous acceptons les miettes semées par notre Ministre, complètement inconsciente du danger que nous prenons tous les jours, en travaillant dans des poudrières que peuvent être nos établissements franciliens et là nous serons **TOUS** responsables de ce qui arrivera
- Soit nous nous révoltons de manière forte, en bloquant l'institution pour réveiller la conscience de nos dirigeants afin de mieux recruter, par le biais de réelles avancées statutaires et indemnitaires et pour obtenir un panel plus large en terme sécuritaire avec des moyens matériels et législatifs beaucoup plus ambitieux

L'UISP Force Ouvrière de Paris se doit d'être honnête avec vous en vous avisant que le spectre des sanctions planera au-dessus de nos têtes pour dissuader les collègues mobilisés, mais la peur de perdre un collègue doit être plus forte que celle de la répression.

Vous l'aurez compris, ce choix ne tient qu'à vous !

D'ores et déjà, **l'UISP Force Ouvrière de Paris** appelle l'ensemble des établissements parisiens au blocage total de l'institution ce mardi 19 mars 2019.

En attendant, **l'UISP Force Ouvrière de Paris** soutiendra toutes actions menées à partir de demain sur vos établissements afin de montrer votre détermination et votre colère face à une administration sourde et muette.

Le 16 mars 2019